

A mi-parcours, la COP30 patine sur la finance



La négociatrice en chef brésilienne, Liliam Chagas, le président de la COP30, André Corrêa do Lago, et la directrice exécutive, Ana Toni, à Belem, au Brésil, le 17 novembre. ANDRÉ PENNER/AP

Audrey Garric et Perrine Mouterde

L'enjeu des transferts entre les pays développés et ceux du Sud fait partie des points de crispation à Belem

BELEM (BRÉSIL) - envoyées spéciales

Dans les rues de Belem (Brésil), aux portes de l'Amazonie, le logo de la COP30 s'affiche partout. Sur le toit des taxis, sur les tee-shirts, sur les façades pastel décrépies et même comme parfum de glace. Pour autant, la 30^e conférence mondiale sur le climat, présentée comme celle de la « *vérité* », pourra-t-elle avoir un impact concret « *sur la vie des gens* », comme le souhaite son président, le diplomate André Corrêa do Lago ? A mi-parcours de cette grand-messe qui doit s'achever le 21 novembre, rien n'est encore assuré.

Lundi 17 novembre, des ministres sont arrivés à Belem pour essayer de sortir de l'impasse politique. Toute la journée, dans le centre de conférences ultrasécurisé et climatisé, ils se sont succédé pour rappeler l'urgence de la lutte contre la crise climatique, qui met en jeu notre « *existence même* », selon Dhananjay Ramful, le ministre des affaires étrangères de Maurice. Ils ont rappelé leur attachement au multilatéralisme climatique, percuté par les conflits et par l'absence des Etats-Unis. Trois enjeux bloquent toute avancée : la finance, l'ambition des plans climat et le commerce. Dimanche, André Corrêa do Lago a publié une note de cinq pages pour trouver des terrains d'entente sur ces sujets. Ces dossiers très politiques ne sont pas officiellement à l'ordre du jour des négociations, mais pèsent néanmoins fortement.

« Dette climatique »

Dans ce puzzle final, une pièce reste maîtresse : la finance, traditionnelle ligne de fracture au sein des négociations climatiques. « *Le manque de finances empoisonne toute cette COP. Aucun dossier ne peut avancer sans cela* », prévient Rachel Cleetus, de l'Union for Concerned Scientists. En 2024, la COP29 de Bakou, en Azerbaïdjan, avait décidé que les pays développés devaient « *prendre la tête des efforts* » pour verser 300 milliards de dollars (259 milliards d'euros) par an d'ici à 2035 aux pays en développement, une somme très en deçà des attentes qui avait suscité une forte déception du Sud.

A Belem, « *le fantôme de Bakou hante les salles de négociation* », explique Rebecca Thissen, du Réseau Action Climat - International, qui rassemble 2 000 organisations non gouvernementales (ONG). Les pays du Sud souhaitent un programme de travail pour avoir de la visibilité sur les finances publiques fournies par le Nord, jugé historiquement responsable du réchauffement. « *Ils veulent que ce soit clair que les pays développés ont une dette climatique à leur égard* », résume Claudio Angelo, du réseau brésilien Observatorio do Clima.

Un paquet finance peut « *se dessiner* », avance la délégation française. « *Avec l'Union européenne [UE], on n'a aucun problème à donner des précisions sur la manière dont on va progresser sur l'objectif de Bakou si nos partenaires tiennent aussi leurs engagements* », explique-t-elle. Une manière de rappeler que la décision de la COP29 « *encourage* » aussi les autres pays à mettre la main au portefeuille, en particulier les grandes nations émergentes comme la Chine.

Au sein de l'enjeu tentaculaire de la finance, l'argent consacré à l'adaptation au changement climatique est l'un des points de crispation. De nombreux pays en développement, comme le groupe Afrique ou les petites îles, attendent que les nations développées triplent leur effort. « *Les promesses ne suffiront pas pour arrêter la mer qui monte, nous avons besoin de financements pluriannuels, prévisibles, accessibles* », a appelé Flavien Philomel Joubert, ministre du changement climatique des Seychelles.

Ces clivages nuisent à l'adoption de plans climat plus ambitieux. Seuls 118 Etats ont déposé auprès de l'Organisation des Nations unies de nouveaux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, comme ils sont censés le faire cette année. Manquent à l'appel trois pays du G20 (Inde, Argentine et Arabie saoudite) et la majorité des pays africains et du groupe arabe. Collectivement, ces engagements sont loin de permettre de limiter le réchauffement à 1,5 °C.

Pour les Etats insulaires, l'UE et de nombreux pays d'Amérique latine, la COP doit appeler les retardataires à combler l'écart. Mais ces derniers ne l'entendent pas de cette oreille ; pour la plupart faiblement émetteurs, ils estiment que c'est d'abord au Nord de faire des efforts.

Parmi les lueurs d'espoir, la question de la sortie des énergies fossiles s'est imposée comme l'un des enjeux du sommet. « *Une dynamique inattendue a pris sur le sujet* », observe Fanny Petitbon, responsable France de l'ONG 350.org. Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a mis la question sur la table dès le sommet des chefs d'Etat, le 6 novembre, appelant à la création d'une feuille de route pour sortir de la dépendance au charbon, au pétrole et au gaz. Depuis, selon le décompte des ONG, une soixantaine de pays – dont la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne ou encore des pays insulaires et d'Amérique latine – ont exprimé leur soutien à cette idée.

Les contours d'une telle feuille de route ne sont pas encore définis. Pour ses promoteurs, l'idée serait que la COP lance un processus visant à aboutir, d'ici à un ou deux ans, à la publication d'un document parfois décrit comme un « *panier de solutions* ». Il devrait permettre d'identifier à la fois les options et solutions à activer pour accélérer la transition, mais aussi les points de blocage.

L'intégration de dates précises de sortie des énergies fossiles s'avère peu probable, afin de ne pas braquer les grands pays producteurs et consommateurs. L'un des défis sera aussi d'intégrer cette proposition dans une décision politique engageant les 194 parties présentes, et pas les seules volontaires.

« *Manque de leadership* »

Dans un contexte de fortes tensions géopolitiques, le commerce est également l'un des sujets conflictuels. La Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite ou encore le Brésil dénoncent des « *mesures commerciales unilatérales* », notamment le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières, qu'ils voient comme une mesure de protectionnisme déguisée. Le commissaire européen au climat, Wopke Hoekstra, présent à Belem, assure au contraire que ce dispositif, visant à soumettre les produits importés dans l'UE à une tarification du carbone équivalente à celle en vigueur en Europe, a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce champ de rapports de force multiples, cette COP30 « *manque de leadership* », même si elle peut s'appuyer sur une présidence brésilienne expérimentée et efficace, estime Claudio Angelo. L'UE, qui n'a pas réussi à créer un élan faute d'avoir rendu à temps son nouveau plan climat, reste assez discrète, observe Marta Torres Gunfaus, de l'Institut du développement durable et des relations internationales. « *La Chine est engagée de manière constructive. Quant à l'Inde, elle doit entrer dans le jeu* », poursuit-elle. Il ne reste que cinq jours pour trouver des terrains d'entente.